

Le comité Égalité santé a besoin de 500 000 \$

Une campagne de financement a été lancée, hier

MONCTON - Le comité Égalité santé en français au Nouveau-Brunswick lance une campagne pour financer sa poursuite contre la réforme de la santé du ministre Mike Murphy. L'objectif est de recueillir 500 000 \$ au cours des prochaines années.

Philippe Ricard

philippe.ricard@acadienouvelle.com

Le comité Égalité santé en français au N.-B., qui contestera devant les tribunaux l'élimination de la seule régie de santé francophone de la province, la Régie Beauséjour, est conscient que la tâche est imposante, mais estime être en mesure d'atteindre son objectif.

«C'est une grosse somme, mais

on sait qu'on ne va pas nécessairement amasser cela la première année», explique le porte-parole du comité, le docteur Hubert Dupuis.

Le Dr Dupuis affirme que l'objectif de 500 000 \$ est basé sur ce que cela a coûté pour mener à bien la poursuite dans le dossier de l'Hôpital Monfort en Ontario.

«On croit que c'est ce que ça nous prend pour aller jusqu'en Cour suprême», dit-il.

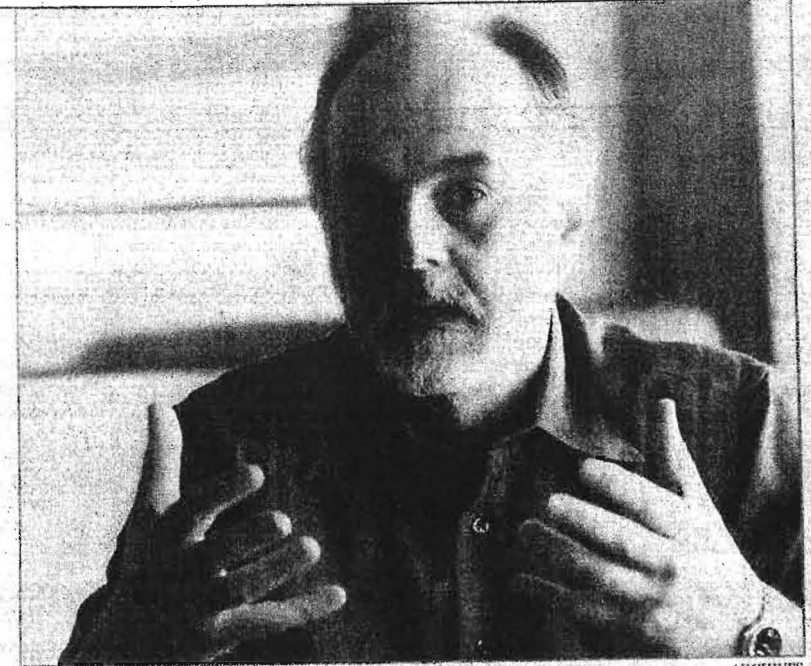
L'an dernier, Me Michel Doucet avait estimé à 200 000 \$ les dépenses encourues dans la cause qui a opposé la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick (aujourd'hui la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick) et le gouvernement fédéral dans le dossier de la GRC.

«On se base sur la cause

«On croit que c'est ce que ça nous prend pour aller jusqu'en Cour suprême.»

- Hubert Dupuis

Montfort. Cela avait coûté 400 000 ou 500 000 \$ à l'époque. On pense que c'est une cause qui va ressembler à celle-là. C'est une cause dans la santé, qui va nécessiter toutes sortes d'expertises. Les coûts vont être similaires, peut-être un peu plus dispen-



ARCHIVES

Hubert Dupuis et le comité Égalité santé en français au Nouveau-Brunswick sollicitent la générosité de la communauté acadienne.

dieux parce que nous sommes 10 ans plus tard», indique le Dr Dupuis.

Les individus et les entreprises sont sollicités. Certains dirigeants d'entreprises seront rencontrés dans les prochains mois. Un comité de financement sera aussi mis sur pied.

Hubert Dupuis mentionne que l'absence du Programme de con-

testation judiciaire complique un peu la vie du comité Égalité santé en français au N.-B.

«Si on avait des fonds provenant de programmes gouvernementaux, cela nous aiderait et on n'aurait probablement pas besoin d'aller chercher des fonds auprès de la population et des entreprises. Mais comme ça n'existe plus, on n'a pas le choix de le faire.»